

Kurswechsel, der im September 1990 zum vorübergehenden Stopp des Atomkraftwerkbaus führte. In der Folge wurde der Strahlenschutz umstrukturiert. So sei es zu einer Professionalisierung und Aufwertung des Strahlenschutzes und der Strahlenüberwachung in der Bundesverwaltung ebenso gekommen wie zu einer Trennung der Bereiche Strahlenschutz und Atomenergienutzung.

Sibylle Marti hat ein dichtes, quellen-gesättigtes Werk vorgelegt, das die methodischen Vorlagen der Strahlengeschichte aufgreift und auf den Spezialfall der Schweiz im Kalten Krieg anwendet. Dies geht ein wenig auf Kosten der Strahlen selbst, die für Marti vor allem in ihrer politischen Dimension interessant sind und weniger als ebenso historisch zu verstehende Materialität. Jedoch gelingt Marti auf diese Weise ein eindrucksvolles Panorama einer Schweizer Politikgeschichte, das Einblicke in das enge Zusammenwirken von Staatsbehörden, Wissenschaft und Privatwirtschaft erlaubt. Während die Geschichte des Schweizer Strahlenschutznetzwerks vor allem für eine Schweizer Geschichtsschreibung interessant ist, weisen die dynamischen Stadien von Problemfall, Notfall, Normalfall und Ernstfall dabei über eine Nationalgeschichte der Nuklearität hinaus.

*Heiko Stoff (Hannover)*

**Marisa Fois**  
**Héritages coloniaux**  
**Les Suisses d'Algérie**

(Présent et Histoire) Zurich, Seismo, 2021, 183 p.,  
 Fr. 34.- / Open Access [e-book]

Le processus des décolonisations du XX<sup>e</sup> siècle a été long et complexe. Les visées d'indépendance des pays colonisés se sont heurtées aux résistances des États colonisateurs. Des guerres militaires

ont eu lieu. Durant et après ces événements, l'Europe a connu une importante migration de retour. Des personnes et des familles implantées outre-mer, parfois depuis des générations, ont suivi la voie du rapatriement. À leur retour, plusieurs défis les attendaient. Tout d'abord, le démarrage d'une nouvelle vie sur le plan matériel. Puis, une (ré)adaptation aux mœurs et aux modes de fonctionnement de la société occidentale. Enfin, la reconnaissance formelle d'une pension liée aux activités abandonnées outre-mer, voire d'une indemnité pour la perte des biens ayant fait l'objet d'expropriation ou de nationalisation par les mouvements indépendantistes autochtones.

C'est dans ce cadre que Marisa Fois, historienne et maître assistante à l'Université de Genève, nous livre un chapitre nouveau de l'histoire de la Suisse outre-mer. Elle étudie le délicat positionnement de la Confédération dans les années qui mènent l'Algérie à se libérer de l'occupation française pour retrouver son indépendance politique en 1962. Le sujet est important, puisque pas moins de deux mille Suisses vivent sur sol algérien au milieu du XX<sup>e</sup> siècle: un nombre qui se réduit de moitié à l'issue de la guerre de libération nationale. Cette réduction est le résultat de nombreux retours en Europe. Quelle a été la trajectoire de ces migrant·e·s à la suite de leur départ? Comment ces personnes ont-elles été accueillies en Suisse? Comment la Confédération a-t-elle géré cette page particulière de ses relations internationales (avec quelles stratégies, quels résultats)? Autant de questions qui intéressent l'auteure.

L'ouvrage est divisé en cinq chapitres. Le premier propose un tour d'horizon de la posture helvétique vis-à-vis de l'étranger, notamment du point de vue identitaire. Le deuxième se concentre quant à lui sur le développement de la présence des Suisses en Algérie tout comme sur leur vie com-

munautaire. Les trois derniers chapitres, de loin les plus importants, abordent successivement les événements belligérants liés à la décolonisation algérienne, les flux migratoires de retour en Europe et la difficile intégration de ces migrant·e·s dans leur pays d'accueil, avec une focale sur la Suisse. La Confédération, officiellement sans colonies, est pleinement impliquée dans la décolonisation. D'un côté, elle joue un rôle actif dans les accords d'Évian qui mettent fin à la guerre. De l'autre, elle mène une politique de rapatriement concernant ses propres colons, connus plutôt négativement après avoir été longuement exaltés en tant que représentants de la «suisstitude» à l'étranger. Ces derniers, d'ailleurs, ne manquent pas de se plaindre auprès des autorités fédérales. Ils se déclarent victimes de la colonisation: spoliés en Algérie, forcés au départ, puis oubliés en Suisse. Ils s'organisent ainsi en association pour revendiquer une compensation économique, sans succès. Le principal apport de l'ouvrage est sans doute d'illustrer, à travers l'analyse d'un cas ciblé et bien documenté, le rôle plus général de la Suisse et des Suisses dans le processus des décolonisations après avoir participé à celui des colonisations. Ce qui montre, une fois de plus, la fertilité d'un tel champ, si marginal dans l'historiographie.

Grâce à une impressionnante consultation archivistique – pas moins de dix archives dans trois pays, comprenant des sources écrites, sonores et visuelles – Marisa Fois nous fait découvrir un volet méconnu de l'histoire helvétique et transnationale. Si l'ouvrage brille par rapport à la quantité et à la variété de sources utilisées, presque toutes inédites, on ne peut pas dire autant pour l'inclusion des acquis de la recherche historique concernant la Suisse. Ainsi, l'auteure se trompe lorsqu'elle déclare que la Suisse n'a pas participé économiquement et politique-

ment aux deux conflits mondiaux (86). Pour la guerre de 1939–1945, en particulier, les vingt-cinq volumes et le rapport final publiés par la Commission Bergier en 2001–2002 ont clairement montré l'inverse. De la même manière, Marisa Fois semble s'étonner qu'en 1922, la Confédération ait examiné «la proposition de participer directement à la colonisation». Parlant d'«anachronisme», l'auteure affirme que «les années 1920, au moment même où une participation suisse à la colonisation est envisagée, sont plutôt marquées par une évolution de la sensibilité des peuples africains à la cause des indépendances» (32–33). Or, des discussions au sujet d'une colonisation suisse impliquant l'État à divers degrés ont eu lieu, au plus tard, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Elles continuent au fil des décennies. L'exemple du politicien Wilhelm Joos, qui est en Algérie avant de s'installer en Amérique latine, puis de revenir en Suisse, est emblématique, de même que celui de Jean Huber-Saladin ou encore du consul Schaller à Alger, les deux faisant partie des premiers colons helvétiques sur sol algérien. Il s'agit d'acteurs parmi d'autres qui ont prôné la colonisation en Suisse, y compris étatique. La consultation des travaux de Claude Lützelshwab aurait dû permettre de souligner ces continuités. Elle aurait aussi dû éviter des erreurs plus ponctuelles, comme le fait d'indiquer «le jeune Henry Dunant» en tant que «cofondateur» de la Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif (44) alors qu'il en était un simple employé.

Sur le plan empirique, la contribution de Marisa Fois est solide. Au niveau méthodologique, en revanche, trois points prêtent à discussion. Premièrement, l'auteure évoque tout au long de son ouvrage la «Cinquième Suisse», un concept élaboré par certains milieux politico-institutionnels du pays durant l'entre-deux-

guerres. Je ne comprends pas l'utilité de s'appuyer sur ce concept idéologique et autoréférentiel (26-31) alors que son évocation n'enrichit pas la grille de lecture des événements (90). En seconde lieu, l'auteure n'explique pas en quoi consiste son «approche paracoloniaire» (37). Elle se limite à citer Jurgen Osterhammel qui, par ailleurs, ne dit rien à propos de cette approche (39). Pourtant, en conclusion d'ouvrage, il est affirmé que «la Suisse occupait un rôle et un positionnement paracoloniaire» (157). En l'état, on a affaire à une épithète plutôt qu'à une approche. Enfin, certaines montées en généralité sont à regretter, à l'image de la phrase d'ouverture du premier chapitre: «Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Suisse est considérée comme [...] une nation fondée sur le résultat d'une volonté politique et une communauté spirituelle» (21). Il n'est pas donné à savoir qui considère la Suisse de telle sorte; quelle est la signification de «communauté spirituelle», ni quelle valeur heuristique lui attribuer; s'il existe d'autres interprétations pour expliquer la fondation de la Suisse de 1848, économiques par exemple, comme le suggère l'historien Cédric Humair; ou encore quelle est la position de Marisa Fois par rapport à ce postulat, qu'elle mobilise sans y revenir.

Dernier bémol de l'ouvrage: la table des matières est dépourvue de périodisation (7-8), quelques notes en bas de page sont introuvables (11-19) et certaines références à la littérature secondaire sont sommaires (25).

Ces quelques lacunes demeurent cependant marginales par rapport à l'effort de recherche fourni par Marisa Fois et aux résultats atteints. Grâce à cet ouvrage, en effet, l'historiographie suisse, mais aussi algérienne et française, se trouve enrichie d'une étude généreuse et accessible à tout le monde qui peut être utilisée comme base pour des réflexions futures,

que ce soit dans le domaine des sciences humaines, de la diplomatie ou encore des politiques migratoires.

*Fabio Rossinelli*

**Martin A. Senn, Tobias Straumann**  
**Unruhe im Kleinstaat**  
**Der schweizerische Generalstreik von 1918 im internationalen Vergleich**

Basel, Schwabe Verlag, 2022, 257 S., Fr. 38.–

Während sich die Geschichtswissenschaft anlässlich des hundertsten Jahrestages des Schweizer Landesstreiks von 1918 bereits intensiv mit dem Thema befasst hat, liegt nun ein Nachzüglerbeitrag vor, gemeinsam verfasst vom Publizisten Martin A. Senn und vom Zürcher Wirtschaftshistoriker Tobias Straumann. Die Publikation bietet einerseits über sechs chronologisch organisierte Kapitel eine flüssig geschriebene Synthese der Forschungsergebnisse, versteht sich andererseits aber auch als kritische Bilanz und Richtigstellung einzelner Aspekte des Forschungsstands, welche die beiden Autoren neu deuten wollen.

Von der Frage ausgehend, weshalb es in der Schweiz überhaupt zu einer Massenmobilisierung kam, während in anderen neutralen Kleinstaaten im Kontext der europäischen Protestwelle am Ende des Ersten Weltkriegs ein Generalstreik ausblieb, stellen sie das Schweizer Ereignis in einen internationalen Vergleich mit den Niederlanden und den drei skandinavischen Ländern Norwegen, Schweden und Dänemark mit ähnlicher Bevölkerungszahl und vergleichbarem Wohlstand. Es geht den Verfassern darum, «das Potenzial der internationalen Perspektive» zu nutzen (11). Den Schweizer Generalstreik aus dem engen Korsett der nationalen Geschichte zu lösen, ist zweifellos ein höchst begrüßenswerter und eigentlich schon